

Partie 1 Généralités

1.1 RÉFÉRENCES

- .1 Lois et Règlements du Québec
 - .1 Loi sur la santé et la sécurité du travail, L.R.Q., c. S-2.1; (édition actuelle).
 - .2 Règlement sur la santé et la sécurité du travail, L.R.Q., c. S-2.1, r. 19.01; (édition actuelle).
 - .3 Code de sécurité pour les travaux de construction, c. S-2.1, r. 6; (édition actuelle).

1.2 DOCUMENTS/ ÉCHANTILLONS À SOUMETTRE

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis, conformément à la Section 01 10 00 - Instructions générales.
- .2 Au plus tard 7 jours après la date de signification de l'ordre d'exécution, et avant la mobilisation de la main-d'oeuvre, soumettre un plan de santé et de sécurité établi expressément pour le chantier et regroupant les éléments ci-après.
 - .1 Résultats de l'évaluation des risques propres au chantier.
 - .2 Résultats de l'analyse des risques ou des dangers pour la santé et la sécurité associés à chaque tâche et à chaque activité.
- .3 Soumettre des exemplaires des directives ou des rapports préparés par les inspecteurs de santé et sécurité des gouvernements fédéral et provincial.
- .4 Soumettre des exemplaires des rapports d'accidents et d'incidents.
- .5 Soumettre au Représentant Départemental les fiches signalétiques (FS) requises.
- .6 Renseignements sur la formation et les activités du personnel, y compris ce qui suit:
 - .1 le nom des personnes, et de leurs remplaçants, qui sont responsables des questions de santé et de sécurité, les risques présents sur le site et l'utilisation de l'équipement de protection individuelle.
- .7 Le Représentant Départemental examinera le plan de santé et de sécurité établi par l'Entrepreneur pour le chantier et lui remettra ses observations dans les 5 jours suivant la réception du plan. Au besoin, l'Entrepreneur révisera son plan de santé et de sécurité et le soumettra de nouveau au Représentant Départemental au plus tard 5 jours après réception des observations formulées par le Représentant Départemental.
- .8 L'examen par le Représentant Départemental du plan de santé et de sécurité établi par l'Entrepreneur pour le chantier ne doit pas être interprété comme une approbation du plan et ne réduit pas non plus la responsabilité globale de l'Entrepreneur en matière de santé et sécurité.
- .9 Surveillance médicale: Là où c'est prescrit par la loi, par un règlement ou par un programme de sécurité, soumettre, avant de commencer les travaux, la certification de la surveillance médicale du personnel travaillant sur le chantier. Demander au Représentant Départemental une certification additionnelle pour toute nouvelle personne venant travailler sur le chantier.
- .10 Plan d'intervention en cas d'urgence: énoncer les procédures de sécurité types à mettre en oeuvre en cas de situation d'urgence sur le chantier.

1.3 PRODUCTION D'AVIS

- .1 Avant le début des travaux, produire aux autorités provinciales les avis nécessaires relatifs au projet.

1.4 ÉVALUATION DES RISQUES

- .1 Faire une évaluation des risques propres au chantier posés par l'exécution des travaux.

1.5 RÉUNIONS

- .1 Organiser une réunion de santé et sécurité avec le Représentant Départemental avant de commencer les travaux, et en assurer la direction.

1.6 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 Observer les normes et les règlements prescrits afin d'assurer le déroulement normal des opérations sur les sites contaminés par des matières dangereuses ou toxiques.

1.7 CONDITIONS DU TERRAIN/DE MISE EN OEUVRE

- .1 Avant d'entreprendre les travaux, l'Entrepreneur doit se reporter à la Section 01 14 25 - Rapport sur les substances désignées.

1.8 EXIGENCES GÉNÉRALES

- .1 Avant d'entreprendre tout travail sur le chantier, établir par écrit un plan de santé et de sécurité propre au chantier, fondé sur une évaluation des risques. Mettre ce plan en vigueur et en assurer l'application jusqu'à la démobilisation de tout le personnel du chantier. Le plan de santé et de sécurité doit tenir compte des particularités du projet.
- .2 le Représentant Départemental peut faire connaître ses réactions par écrit si le plan comporte des anomalies ou s'il soulève des préoccupations, et il peut exiger que soit soumis un plan révisé.
- .3 L'exemption ou la substitution d'une partie ou d'une disposition quelconque des lignes directrices en matière de santé et de sécurité prescrites dans la présente section ou, encore, le plan révisé de santé et de sécurité particulier au site, doivent être soumis par écrit au Représentant Départemental. Le Représentant Départemental fera connaître par écrit s'il accepte ces changements ou s'il demande des améliorations.

1.9 RESPONSABILITÉ

- .1 Assumer, sur le chantier, la responsabilité de la santé et de la sécurité des personnes et de la protection des biens; assumer, dans les zones contiguës au chantier, la protection des personnes et de l'environnement.
- .2 Respecter et faire respecter par les employés les exigences en matière de sécurité figurant dans les documents contractuels, les ordonnances, les lois et les règlements locaux, territoriaux, provinciaux et fédéraux pertinents, ainsi que le plan de santé et de sécurité particulier au chantier.

- .3 L'entrepreneur doit agir comme «l'Entrepreneur principal» tel que décrit dans la loi et code du Québec, pour l'étendue des travaux et zones de travail seulement tel que décrit dans les devis du projet.

1.10 EXIGENCES DE CONFORMITÉ

- .1 Se conformer à la Loi sur la santé et la sécurité du travail, L.R.Q., c. S-2.1, au Règlement sur la santé et la sécurité du travail, L.R.Q., c. S-2.1, r. 19.01 et au Code de sécurité pour les travaux de construction, c. S-2.1, r. 6.

1.11 RISQUES IMPRÉVUS

- .1 En présence de conditions, de risques ou de facteurs particuliers ou imprévus influant sur la sécurité durant l'exécution des travaux, interrompre ces derniers et observer les procédures mises en place concernant le droit de l'employé de refuser d'effectuer un travail dangereux, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente et en informer le Représentant Départemental de vive voix et par écrit.

1.12 AFFICHAGE DES DOCUMENTS

- .1 S'assurer que les documents, les articles, les consignes et les avis sont affichés sur le chantier, à un endroit où ils seront visibles, conformément aux lois et aux règlements de la province compétente, et en consultation avec le Représentant Départemental.

1.13 LISTE DE VÉRIFICATION DE SÉCURITÉ EN CONSTRUCTION

- .1 Se procurer une liste de vérification de sécurité en construction auprès du Représentant Départemental.
- .2 En collaboration avec le Représentant Départemental, passer en revue les listes de vérification fournies par ce dernier et les mettre en application.

1.14 CORRECTIF EN CAS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Remédier immédiatement aux cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité constatés par l'autorité compétente ou par le Représentant Départemental.
- .2 Remettre au Représentant Départemental un rapport écrit des mesures prises pour remédier aux cas de non-conformité en matière de santé et sécurité.
- .3 Le Représentant Départemental peut ordonner l'arrêt des travaux si l'Entrepreneur ne remédie pas aux cas de non-conformité en matière de santé et de sécurité.

1.15 DISPOSITIFS À CARTOUCHES

- .1 N'utiliser des dispositifs à cartouche qu'avec la permission écrite du Représentant Départemental.

1.16 ARRÊT DES TRAVAUX

- .1 Accorder à la santé et à la sécurité du public et du personnel du chantier et à la protection de l'environnement priorité sur les questions reliées au coût et au calendrier des travaux.

No. de Projet
R.060114.01/

Santé et sécurité

Page 4

- .2 Confier à l'agent de santé et de sécurité la responsabilité et l'obligation d'interrompre ou de reprendre les travaux lorsqu'il juge que cela est nécessaire pour des raisons de santé et de sécurité. Le Représentant Départemental peut lui aussi interrompre les travaux pour des raisons de santé et de sécurité.

Partie 2 Produits

2.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

Partie 3 Exécution

3.1 SANS OBJET

- .1 Sans objet.

FIN DE LA SECTION